

Communauté d'Afrique de l'Est – Burundi Par le SER de Nairobi



Le secteur de l'irrigation au Burundi

L'agriculture est un secteur stratégique au Burundi : elle est le principal pourvoyeur d'emplois (84% de la population), fournit 95% de l'offre alimentaire et contribue pour 41% au PIB et 80% aux recettes nationales en devises. Malgré cela, malgré une forte dépendance aux pluies, une productivité globale de l'agriculture très faible dans un contexte de très forte densité de population (la deuxième d'Afrique) et un potentiel d'irrigation estimé à 215 000 hectares, seuls 10% seraient aménagés et (beaucoup) moins seraient fonctionnels. Si le constat de l'importance d'investir dans l'irrigation (infrastructures, équipements mais aussi gouvernance) est posé, les politiques sectorielles et les projets gouvernementaux ne semblent pas à la hauteur des enjeux et besoins.

Un potentiel d'irrigation très sous-exploité et des infrastructures en péril

L'agriculture burundaise, largement dépendante des pluies, est confrontée aux effets du changement climatique, avec des occurrences de sécheresse en période pluvieuse et de pluies diluviennes en saison sèche. Malgré ce contexte, l'irrigation reste encore peu pratiquée : seuls de l'ordre de 22 000 hectares (statistique datée et regroupant diverses réalités) seraient aménagés, représentant environ 10% du potentiel, une partie seulement de ces surfaces bénéficiant réellement d'une irrigation.

La gouvernance des périmètres irrigués et des ouvrages hydroagricoles est en effet défaillante. De (très) nombreux barrages ne sont plus opérationnels, faute d'une exploitation et maintenance appropriées, d'une érosion des sols en pente, et nécessitent des réhabilitations plus ou moins lourdes. Les systèmes de redevances sont également globalement défaillants, limitant les ressources financières pour une exploitation-maintenance optimale.

Les méthodes d'irrigation sont principalement traditionnelles : irrigation collinaire et gravitaire, essentiellement dans les bassins de production rizicole, dans les marais et vallées. Un certain nombre de sites ont été équipés de barrages. Les systèmes modernes d'irrigation, goutte à goutte et par aspersion notamment, ne sont pas développés.

Enfin, les différentes statistiques liées au secteur de l'irrigation sont très anciennes et incomplètes, permettant difficilement d'élaborer une politique appropriée et suivre sa mise en œuvre.

Une connaissance et des investissements en-deçà des enjeux et besoins

La politique du gouvernement, telle que décrite dans les différents documents de politiques sectorielles, pilotée par le Ministère de l'environnement, de l'agriculture et de l'élevage, **promeut le développement de l'irrigation collinaire par la construction de barrages multifonctionnels et l'équipement en motopompes des coopératives collinaires. En revanche, il n'existe a priori pas de stratégie destinée à améliorer la gouvernance du secteur, seule garante de la durabilité des systèmes d'irrigation,** ou pour réhabiliter les nombreux barrages (y inclus des mesures de protection des bassins versants en amont des ouvrages et périmètres). Aucun investissement n'est par ailleurs a priori envisagé pour développer une statistique agricole, en particulier des données récentes sur l'irrigation.

Les enjeux liés à la productivité globale de l'agriculture burundaise, aujourd'hui très faible, sont pourtant cruciaux pour l'économie du pays (ainsi que sa sécurité alimentaire et le revenu de 80% de la population) et des investissements structurants dans le développement de l'irrigation, prenant en compte le changement climatique et la durabilité des systèmes, constituent un élément de réponse important.

L'engagement des bailleurs dans le secteur de l'irrigation reste globalement faible et localisé (essentiellement la Banque africaine de développement, le FIDA et la Banque mondiale), alors même que l'irrigation représente une clef pour la transformation agricole et la résilience du Burundi, face aux défis socio-économiques et climatiques.